

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°32 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le gouvernement intérimaire pourrait remettre en question la sortie du Bangladesh de la catégorie des PMA en 2026 ;
- ❖ **Bhoutan** : Le ministère des Finances publie son rapport macroéconomique pour l'exercice 2024/25, sur un fond très optimiste ;
- ❖ **Inde** : La Société Financière internationale (SFI) vise en Inde un montant d'engagement annuel à 10 Mds USD d'ici 2030 ;
- ❖ **Népal** : Le secteur du tourisme apparaîtrait comme le premier à être affecté par les répercussions économiques des protestations ;
- ❖ **Pakistan** : FMI – démarrage de la seconde revue de l'EFF le 25 septembre ;
- ❖ **Sri Lanka** : La croissance atteint 4,9% au deuxième trimestre 2025.

À RETENIR

2,07%

IPC du mois d'août en Inde

Bangladesh

Le gouvernement intérimaire pourrait remettre en question la sortie du Bangladesh de la catégorie des PMA en 2026

Le Comité des politiques de développement des Nations unies (CDP) a invité le Bangladesh à soumettre d'ici octobre un rapport sur l'avancement de sa Smooth Transition Strategy, destinée à préparer sa sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA). Dans le cadre de l'Enhanced Monitoring Mechanism (EMM) du CDP, une consultation avec le gouvernement bangladais pourrait se tenir en novembre afin d'évaluer les progrès réalisés.

Cette requête intervient alors que la sortie du Bangladesh de la liste des PMA est de plus en plus remise en question par les milieux d'affaires, qui réclament un report de trois à six ans. Ils soulignent le risque d'un renchérissement des coûts d'exportation et d'un net recul de la compétitivité dans les années à venir lié à la perte des avantages préférentiels, notamment sur le marché européen, et à un contexte d'instabilité politique où le coût des affaires resterait trop élevé, en raison de la flambée des prix de l'énergie, de taux d'intérêt excessifs et d'une fiscalité toujours peu automatisée et optimale.

Le gouvernement intérimaire, jusqu'ici, a affirmé qu'il ne demanderait pas de report, indiquant clairement que la décision devra être prise par le gouvernement élu après les prochaines élections en février 2026. Toutefois, le 16 septembre, le Secrétaire au Commerce a laissé entendre qu'une potentielle demande d'un délai de trois ans, via une résolution de l'ONU, était en cours de discussion au sein du gouvernement.

De son côté, l'envoyé spécial du Conseiller en chef, Lutfey Siddiqi, a récemment jugé la transition «inévitable», tout en admettant qu'un report de « quelques années » restait envisageable. Il a également fixé cinq priorités pour réussir cette transition : (i) diversification des exportations, (ii) réformes logistiques et administratives, (iii) négociation d'accords de libre-échange, (iv) montée en compétences et formation de la main-d'œuvre, et (v) modernisation du droit du travail.

Le compte courant en excédent pour le premier mois de 2025-26, dégradation du compte financier

En juillet 2025, le Bangladesh a enregistré un excédent courant de 245 M USD, contre un déficit de 181 M USD un an plus tôt, marquant un début d'exercice 2025-26 plus favorable pour la balance des paiements. Cette amélioration s'appuie sur la forte hausse des remises des expatriés (+30 % en g.a., à 2,47 Mds USD) et des exportations (+27 %, à 4,42 Mds USD). Ces chiffres sont à relativiser, le mois de juillet 2024 ayant connu d'importantes manifestations étudiantes.

Malgré un déficit commercial en légère hausse (1,5 Md USD), les réserves de change se sont renforcées, atteignant 25,98 Mds USD (méthode BPM6). La Bangladesh Bank a dû racheter 1,74 Md USD aux banques pour stabiliser le taux de change, contribuant au renforcement des réserves.

En revanche, le compte financier s'est dégradé : recul des investissements étrangers, baisse des décaissements de prêts de moyenne et longue maturité (-30 %) et hausse des remboursements (+36 %) ont creusé le déficit à 718 M USD. Les analystes l'attribuent à l'incertitude politique et

à la lenteur des projets publics, tout en jugeant la dynamique des exportations et des transferts de fonds encourageante pour les prochains mois.

1,6M de travailleuses sont sorties du marché du travail entre 2023 et 2024

Le Bangladesh connaît pour la première fois depuis 2010 une contraction de sa population active. Selon le rapport final Labour Force Survey 2024 du Bangladesh Bureau of Statistics, la main-d'œuvre totale est tombée à 71,7M en 2024, contre 73,4M l'année précédente. Si la participation des hommes reste stable (48M), celle des femmes chute brutalement de -6% passant de 25,3M à 23,7M. La participation des femmes au marché du travail tombe ainsi à 38% contre 43% en 2022.

Cette évolution rompt avec la tendance de la dernière décennie, où la croissance de la main-d'œuvre reposait surtout sur l'entrée des femmes sur le marché du travail. Les économistes évoquent plusieurs causes : le ralentissement de la création d'emplois, la concurrence accrue dans le secteur du prêt-à-porter (où la part des femmes est passée d'environ 80 % à 65 %), l'automatisation, le manque de soutien à l'entrepreneuriat, ainsi que des obstacles structurels comme l'absence de services de garde d'enfants.

Les spécialistes soulignent que la question n'est pas seulement quantitative mais qualitative : la plupart des emplois accessibles aux femmes restent précaires, temporaires ou agricoles.

Plan de sauvetage de cinq banques islamiques

Le gouvernement intérimaire a lancé un plan de sauvetage de 352 Mds Tk (2,9 Mds USD) pour fusionner cinq banques islamiques en difficulté – First Security Islami, Union, Global Islami, Social Islami et Exim Bank – au sein d'une nouvelle entité publique. L'opération, prévue sous l'ordonnance de résolution bancaire 2025, sera financée à hauteur de 202 Mds Tk, le reste provenant de source externe.

Cette consolidation, la plus ambitieuse jamais engagée dans le secteur bancaire du pays, vise à éviter une liquidation jugée trop coûteuse et à restaurer la confiance dans la finance islamique. Les audits externes ont révélé des ratios de créances douteuses supérieurs à 90% dans trois des cinq banques. La nouvelle banque, qui doit obtenir une licence auprès de la Bangladesh Bank, conservera les emplois existants et deviendra de fait la première banque islamique du pays devant Islami Bank Bangladesh.

Certains actionnaires tentent néanmoins de s'opposer à cette fusion, comme c'est par exemple le cas pour la Social Islami Bank.

Bhoutan

Le ministère des Finances publie son rapport macroéconomique pour l'exercice 2024/25, sur un fond très optimiste

Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB de 8,5 % pour l'exercice 2024/26, un niveau nettement supérieur aux projections des principales institutions économiques internationales. A titre de comparaison, la Banque mondiale anticipe une croissance plus modérée, de l'ordre de 6,6%, tirée principalement par la mise en service de la centrale hydroélectrique Puna-II ainsi que par la construction des stations de Khorlochhu et Dorjilung. Selon le rapport du ministère, la croissance du secteur industriel est attendue à 15,8%, avec des

perspectives d'accélération en 2026, en lien avec la mise en œuvre des projets hydroélectriques.

S'agissant du marché du travail, les autorités bhoutanaises anticipent un taux de chômage de 2,9% en 2025, un niveau apparaissant sous-estimé, car le chômage des jeunes n'est pas intégré dans ce calcul. Ce taux agrégé masque également l'ampleur des dynamiques migratoires, le pays connaissant des flux importants d'émigration. Le taux de chômage des jeunes reste élevé, à 17,9%, avec une progression attendue vers 20% au cours du prochain exercice budgétaire. Ce niveau reflète la concentration du chômage des jeunes en zones urbaines, liée au manque d'opportunités d'emploi dans le secteur formel et à la prépondérance du secteur public dans l'économie bhoutanaise.

S'agissant de la dette publique, le stock atteint 100,5 % du PIB à la clôture de l'exercice, dont 92,4 % sous forme de dette externe. La dette gouvernement représente 90% du total de la portion externe, principalement utilisée à des fins de projets hydroélectriques (au nombre de six), ce secteur représentant 61% de la portion externe, illustrant ainsi la forte dépendance de l'économie bhoutanaise à ce secteur. Le gouvernement indien est le principal créancier, avec 64% de la dette externe du Bhoutan qui est possédée par ce dernier, suivi de la Banque Asiatique de Développement (BAsD), à hauteur de 17%, et de l'IDA, à hauteur de 13%.

Prévisions budgétaires à court terme par le ministère des Finances

Sur le plan budgétaire, les recettes devraient progresser avec l'introduction de la taxe sur les biens et services (GST), qui entrera en vigueur en 2026, avec un effet partiel dès l'exercice 2025/26, ouvert le 1er juillet. Les recettes attendues pour la première année sont estimées à environ 168 MUSD.

D'autres réformes fiscales sont prévues dès l'exercice 2026/27 et modifieraient la composition des recettes. Les recettes fiscales directes devraient reculer, tandis que les recettes fiscales indirectes et non fiscales progresseraient, en partie du fait de l'exonération de la taxe sur les dividendes interentreprises. La contribution de la holding publique DHI devrait ainsi chuter à 1,2 MUSD, contre 38,6 MUSD précédemment projetés, la réforme visant à réduire la double imposition et à encourager le réinvestissement, bien que cette hypothèse paraisse optimiste. Afin de compenser l'impact budgétaire à court terme, des dividendes plus élevés de DHI ont été intégrés de manière temporaire, en attendant que les recettes issues de la GST permettent de stabiliser l'équilibre des finances publiques.

Inde

La Société Financière internationale (SFI) vise en Inde un montant d'engagement annuel à 10 Mds USD d'ici 2030

La Société Financière Internationale (SFI/IFC), branche du secteur privé du Groupe de la Banque mondiale, prévoit de doubler ses engagements annuels en Inde pour atteindre 10 Mds USD d'ici 2030, a annoncé son directeur général, Makhtar Diop, depuis Washington.

L'institution prévoit une montée en puissance progressive : 5,4 Mds USD en 2024-25, environ 7 Mds USD en 2025-26, pour atteindre 10 Mds USD à l'horizon 2030. À titre de comparaison, avant la pandémie de Covid-19, les flux financiers de la SFI en Inde se situaient entre 1,3 et 1,5 Md USD par an. Depuis le lancement de ses opérations dans le pays en 1959, la SFI a investi près de 27 Mds USD dans quelque 400 entreprises et fonds, faisant de l'Inde sa première exposition mondiale, qui représente près de la moitié de ses profits.

Conformément aux priorités stratégiques de la Banque mondiale définies dans le cadre de partenariat pays 2018-2022 (prolongé), la SFI concentre ses investissements sur les infrastructures, l'énergie, l'urbanisme, les énergies renouvelables et l'inclusion financière.

Makhtar Diop a souligné que les réformes internes telles que UPI, la GST, ou encore la dynamique de simplification de l'environnement des affaires agissent tels des catalyseurs d'investissement privé et public, en soulignant néanmoins la nécessité de renforcer les États fédérés et les municipalités, de stabiliser le cadre réglementaire, de faciliter l'accès aux marchés internationaux, et d'intégrer davantage la durabilité dans les chaînes de valeur, notamment dans les secteurs des véhicules électriques et des batteries.

L'inflation en Inde repart légèrement à la hausse en août, portée par les prix des produits de base

Selon le Ministère des Statistiques indien, l'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé à 2,07 % en glissement annuel en août 2025, contre 1,5 % en juillet, un niveau qui constituait alors un plus bas depuis huit ans.

L'inflation alimentaire, qui pèse pour près de la moitié du panier de consommation, est restée négative pour le troisième mois consécutif. Toutefois, la tendance baissière s'atténue, avec un repli limité à -0,7 % en août, après -1,7 % le mois précédent. La hausse des prix observée sur certains produits notamment les légumes, la viande et le poisson, les huiles et graisses, les œufs ainsi que les articles de soins personnels a contribué à ce redressement.

Sur le plan géographique, l'inflation rurale a légèrement accéléré, passant de 1,1 % en juillet à 1,7 % en août, tandis que l'inflation urbaine est passée de 2,1 % à 2,5 %.

Malgré cette hausse, l'inflation globale reste nettement contenue dans la cible de 2 à 6 % fixée par la Banque centrale indienne (Reserve Bank of India). Néanmoins, le ralentissement de la désinflation alimentaire pourrait pousser l'institution à maintenir, voire ajuster, ses taux directeurs lors de son prochain comité de politique monétaire.

Parallèlement, l'inflation de gros (indice des prix de gros, WPI) est repassée en territoire positif à +0,52 % en août, après deux mois consécutifs de déflation. Cette reprise est tirée par les produits alimentaires, la fabrication, les articles non alimentaires, les minéraux non métalliques et les équipements de transport.

Rebond des marchés indiens après la baisse des taux de la Réserve Fédérale américaine

Les marchés boursiers indiens ont enchaîné une troisième séance consécutive de hausse ce jeudi, portés par la décision de la Réserve fédérale américaine d'abaisser ses taux directeurs de 0,25 %. Le S&P BSE Sensex a progressé de 328,17 points (+0,40 %) pour clôturer à 83 021,88, tandis que le NSE Nifty 50 a gagné 86,60 points (+0,34 %) pour atteindre 25 416,85.

Les valeurs des entreprises technologiques se sont distinguées, avec des hausses de 1 à 2 % pour Infosys, HCL Technologies, Tech Mahindra, HDFC Bank et Sun Pharma. Le secteur IT, très exposé au marché américain, a bondi d'environ 1,5 %. La réforme de la taxe sur les biens et services (GST) en Inde et les avancées dans les négociations commerciales avec les États-Unis ont également soutenu le sentiment des investisseurs. Par ailleurs, la baisse du coût d'emprunt aux États-Unis, qui affaiblit le dollar et favorise les flux de capitaux vers les marchés émergents, constitue un autre facteur positif.

Sur le plan institutionnel, les investisseurs institutionnels étrangers ont cédé pour 127 M USD le 17 septembre, tandis que les investisseurs institutionnels domestiques ont été acheteurs nets à hauteur de 260 M USD.

Malgré ce rebond, les actions indiennes affichent en 2025 une forte sous-performance mondiale. Le Sensex ne gagne que 1,9 % en dollars depuis janvier, tandis que le Nifty 50 progresse de 3,2 %, plaçant les deux indices parmi les plus faibles des marchés émergents. Cette faiblesse s'explique par les sorties de capitaux liées aux incertitudes mondiales, à la dépréciation de la roupie et à des opportunités jugées plus attractives ailleurs. Le creux de cycle pourrait être derrière, selon les économistes mentionnés dans *The Economic Times*, avec une phase de consolidation en 2025, suivie d'une reprise des bénéfices à partir du T3 de l'exercice 2025-26.

Les importations indiennes de brut russe poursuivent leur progression malgré les pressions américaines

Selon le *Center for Research on Energy and Clean Air* (CREA), en août, l'Inde a importé pour 2,9 Mds EUR de pétrole brut en provenance de Russie, contre 2,7 milliards le mois précédent. Ce volume est désormais presque équivalent à celui de la Chine (3,1 Mds EUR), bien que Pékin ait réduit ses achats par rapport aux 4,1 Mds EUR enregistrés le mois précédent.

En 2023-24, la Russie est devenue le premier fournisseur de pétrole brut de l'Inde avec près de 25 % des importations, devant l'Irak (20,5 %) et l'Arabie saoudite (16 %). Cette dépendance s'est encore accrue en 2024-25. Selon le CREA, la part du brut russe a atteint environ 40 % des importations totales, pour une valeur estimée à 49 Mds EUR soit une hausse de 8 % en un an.

Pour rappel, avant le conflit, la Russie n'était qu'un fournisseur marginal de l'Inde, représentant moins de 2 % des importations de brut et se classant neuvième. Depuis, sa progression a été spectaculaire avec 136 000 barils/jour en mars 2022 à près de 900 000 barils/jour entre juin et décembre 2022. Cette montée en puissance est notamment liée au fait que les raffineurs publics indiens, soumis à des plafonds de prix de vente domestiques, privilégient les approvisionnements les moins chers pour préserver leurs marges.

Cependant, l'arrivée de Donald Trump à la présidence américaine a accentué les tensions. Washington a imposé, à partir du 27 août, une surtaxe de 25 % sur plusieurs exportations indiennes vers les États-Unis, en représailles aux achats de pétrole russe. Cette décision a paralysé la conclusion d'un premier accord commercial bilatéral entre les deux pays.

Népal

Le secteur du tourisme apparaîtrait comme le premier à être affecté par les répercussions économiques des protestations

Selon les premières estimations relayées par la presse népalaise, les infrastructures touristiques enregistrent des pertes financières directes à la suite des mouvements des 8 et septembre au Népal. Bien que cette période corresponde au démarrage de la saison touristique ainsi que de la saison des fêtes, les pertes cumulées sont évaluées à 25 Mds INR, en raison notamment des dommages subis par les infrastructures hôtelières et de la fermeture temporaire de l'aéroport international de Katmandou (Tribhuvan International Airport), unique point d'entrée des touristes étrangers. Par ailleurs, les travaux de rénovation de cet aéroport ont débuté en mars

2025, engendrant une réduction du volume aérien, ce qui impacte d'autant plus le secteur touristique. A cela s'ajoute les pertes d'emplois engendrés par la détérioration des infrastructures touristiques, estimé à 2000 sur le court terme concernant les hôtels et infrastructures en pouvant reprendre leur activité dans l'immédiat en raison des sommages. La situation pourrait être amené à se stabiliser à la suite de l'élection d'une nouvelle Premier ministre, bien que certains économistes népalais mettent en garde face à une croissance économique freinée à 1% sur l'exercice budgétaire en cours, ayant débuté le 15 juillet dernier.

Pour mémoire, le Népal est tributaire de ces recettes liées au tourisme, celui-ci contribuant à hauteur de 6,7% du PIB en 2024 selon la Banque mondiale. L'année précédente, les inondations de fin septembre avaient déjà affecté le secteur, avec des pertes estimées à 0,8% du PIB par la Banque mondiale en avril 2025.

Un groupe de travail formé par le nouveau ministre des Finances en vue des élections de 2026

Le groupe, composé de trois chefs de division (budget, aide étrangère, gestion des recettes) et du nouveau ministre des Finances, Rameshwar Prasad Khanal, a pour mandat de mener une étude interne sur la gestion des ressources, en examinant notamment la suppression de certains plans et programmes inscrits dans le budget de l'exercice en cours, selon le porte-parole du ministère, qui n'a toutefois pas apporté de précisions supplémentaires. Cette mesure d'austérité s'inscrit dans un contexte de hausse de la dette publique, laquelle atteint 18,9 Mds USD (43,6% du PIB) à la fin de l'exercice 2024/25, soit une augmentation de 1,6 Md USD par rapport à l'exercice précédent.

Pour mémoire, le budget initial 2025/26, entré en vigueur le 15 juillet 2025, s'élevait à 14 Mds USD, en hausse de 5,6% par rapport à l'exercice précédent, bien que les autorités aient dû réviser à la baisse le précédent budget en raison d'une faible exécution des dépenses publiques (68% de l'objectif). Présenté en juin 2025, ce budget avait suscité la méfiance des économistes népalais selon la presse locale en raison de l'instabilité politique et de la généralisation de la corruption.

L'ancien gouvernement avait alloué 8,4 Mds USD (60,1% du budget total) aux dépenses récurrentes (salaires, allocations, frais réguliers), tandis que les dépenses d'investissement pour les projets de développement et d'infrastructure représentaient 2,9 Mds USD (20,8%), et que 2,7 Mds USD (19,1%) étaient destinés aux besoins de financement. Le budget prévoyait également 9,3 Mds USD de recettes et 380 MUSD de subventions étrangères.

A ce jour, le nouveau ministre des Finances n'a pas modifié les orientations budgétaires fixées par le précédent gouvernement, qui visait une croissance économique de 6% pour l'exercice en cours.

Pakistan

FMI – démarrage de la seconde revue de l'EFF le 25 septembre

Une mission des services du Fonds monétaire international, conduite par la cheffe de mission Mme Iva Petrova, se rendra à Islamabad à partir du 25 septembre afin de procéder à une revue des programmes en cours (seconde revue de la facilité élargie de crédit et première revue de la « Resilience and Sustainability Facility »), avec un accent particulier sur l'impact macroéconomique des récentes inondations.

L'évaluation portera sur la soutenabilité budgétaire, les mesures d'urgence mises en œuvre et leur compatibilité avec les objectifs de consolidation fiscale convenus dans le cadre de l'Extended Fund Facility.

Les crues survenues au Pendjab et au Sindh ont causé d'importants dégâts humains et matériels, détruisant des cultures et des infrastructures et accentuant les pressions sur l'inflation alimentaire. Selon les premières estimations, ces événements pourraient retrancher jusqu'à 0,2 point de croissance au PIB pour l'exercice en cours.

Dans ce contexte, la mission du FMI examinera la capacité des autorités à maintenir les objectifs budgétaires et de réforme tout en répondant aux besoins de reconstruction et de soutien aux ménages touchés.

Politique monétaire - la SBP maintient son taux directeur à 11%

A l'issue de son comité de politique monétaire qui s'est tenu lundi 15 septembre, la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) a décidé de maintenir inchangé, pour la troisième fois consécutive, le taux directeur à 11%, face à des risques inflationnistes croissants liés aux inondations et à la hausse des prix des produits alimentaires, particulièrement les denrées périssables. Le MPC a noté que même si l'inflation globale pour juillet-août avait été modérée (autour de 4 %-5 %), les pressions sur les prix de base persistent, et les chocs d'offre provoqués par les inondations risquent de dégrader le bilan.

Dans son commentaire sur la situation économique et financière du pays, la SBP souligne que la croissance projetée pour l'exercice 2025-2026 pourrait être inférieure à ce qui avait été prévu antérieurement, en raison de l'impact des inondations sur le secteur agricole et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.

Compte-courant – Déficit à hauteur de 624 M USD sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2026

Le Pakistan a enregistré en août 2025 un déficit du compte courant de 245 M USD, contre 82 M USD un an plus tôt, principalement en raison d'une reprise de la demande d'importations. Sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2026, le déficit atteint 624 M USD, contre 430 M USD à la même période l'an passé, en raison d'une reprise des importations et malgré la dynamique positive des transferts de travailleurs expatriés (voir supra).

Les exportations se sont élevées à 3,18 Mds USD en août (+4 % en g.a.), portant le total sur deux mois à 6,7 Mds USD (+11 % en g.a.). Les importations ont atteint 6,1 Mds USD (+7 % en g.a.), pour un cumul de 12,5 Mds USD sur deux mois, contre 11,4 Mds USD à la même période l'année précédente.

Sur le plan financier, le déficit du compte financier s'est établi à 245 M USD en août, portant le cumul à 563 M USD depuis le début de l'exercice, contre 603 M USD un an plus tôt. Les investissements directs étrangers (IDE) nets ont enregistré une sortie de 142 M USD en août (-13 % en g.a.), mais le pays a parallèlement bénéficié d'un flux net d'IDE de 156 M USD, principalement en provenance de la Chine (69 M), de Hong Kong (30 M), de la Suisse (17 M) et du Royaume-Uni (15 M).

Enfin, la balance des paiements a affiché un excédent de 23 M USD en août, à comparer avec un déficit de 188 M USD un an auparavant. Sur deux mois, le solde global ressort à +197 M USD, contre -36 M USD sur la même période de l'exercice précédent.

Progression des transferts de travailleurs expatriés en juillet et août (+7% en g.a.)

Au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2026 (juillet-août 2025), les transferts de fonds envoyés par les travailleurs à l'étranger ont atteint 6,35 Mds USD, contre 5,94 Mds USD à la même période l'an dernier, soit une hausse de 7 %. En particulier, les envois pour le mois d'août se sont élevés à 3,10 milliards USD, affichant une augmentation de 7 % en glissement annuel mais une légère baisse de 2 % par rapport à juillet.

Sur l'ensemble de l'exercice 2024-2025, les transferts ont battu des records, avec 38,3 Mds USD, soit une hausse de 27 % par rapport à l'exercice précédent (30,25 Mds USD), en raison des incitations à privilégier les canaux formels (Pakistan Remittance Initiative PRI).

Indice manufacturier en forte progression (+9% en g.a.) en juillet

En juillet, l'indice LSM a enregistré une progression de 8,99 % en glissement annuel et de 2,6 % en variation mensuelle, selon les données du Pakistan Bureau of Statistics. Les principaux moteurs de cette croissance ont été les secteurs de l'automobile (+57,8 %), du prêt à porter (+24,8 %), du ciment (+18,8 %) ainsi que des produits pétroliers (+13,2 %). Le mobilier (+86,8 %) et les équipements de transport (+45,8 %) ont également contribué à la hausse globale, portée par des effets de base favorables et une demande intérieure en reprise.

PIA – résultats positifs de la compagnie aérienne

PIA a publié un résultat avant impôts de 11,5 Mds de roupies pakistanaises (≈ 40,6 M USD) pour le premier semestre de l'année budgétaire 2025, réalisant ainsi son premier bénéfice pré-impôts sur cette période depuis environ vingt ans. Le bénéfice net pour la même période s'est élevé à 6,8 milliards de roupies.

Cette amélioration financière résulte en grande partie de réductions substantielles des charges financières, après que le gouvernement a pris à sa charge environ 80 % de la dette héritée de PIA, un facteur déterminant dans le redressement.

Parmi les obstacles qui restent à surmonter figurent des coûts élevés (carburant, maintenance, services) et une situation nette encore négative, ce qui souligne la fragilité de cette tendance positive.

Ce redressement intervient dans un contexte de projet de privatisation imminente de PIA, condition importante du programme de prêt de 7 milliards USD conclu avec le FMI. Plusieurs groupes locaux se sont déjà manifestés en tant que potentiels acquéreurs, et les offres finales sont attendues d'ici la fin de l'année.

Sri Lanka

La croissance atteint 4,9% au 2e trimestre 2025

Elle s'est élevée à 2% dans le secteur agricole, 5,8% dans l'industrie et 3,9% dans les services. La croissance s'était affichée à 4,8% au 1^{er} trimestre et à 5% sur l'ensemble de l'année 2024. Ce chiffre marque le huitième trimestre consécutif de croissance pour le Sri Lanka.

Recommandations de la « Revue des finances publiques du Sri Lanka » que vient de publier la Banque mondiale

Le rapport souligne que la consolidation budgétaire du Sri Lanka reste fragile, avec un déficit primaire proche de 2% du PIB et des paiements d'intérêts représentant plus de 40 % des recettes publiques. La forte dépendance aux taxes indirectes, en particulier la TVA, pèse de manière régressive : elles représentent 9,4 % du revenu des ménages du décile le plus pauvre contre 5,4 % pour les plus riches. Les salaires publics, tombés de 88 % à 62% du PIB par habitant entre 2020 et 2023, sont complétés par plus de 30 types d'allocations, souvent mal ciblées. Le rapport recommande de réduire progressivement les effectifs publics par attrition, de réformer la structure salariale et de renforcer la transparence budgétaire. Il plaide aussi pour une meilleure sélection des projets d'investissement public et un recentrage des subventions (électricité, engrais) vers les plus vulnérables. Les mesures proposées pourraient générer jusqu'à 0,3% du PIB d'économies annuelles d'ici 2027, tout en améliorant l'équité fiscale et la croissance inclusive.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

| | Moody's | | Standard & Poor's | | Fitch | | Coface | |
|-------------------|-----------|-------------|-------------------|-------------|-------|-------------|-------------|---------------------|
| | Note-pays | Perspective | Note | Perspective | Note | Perspective | Risque-pays | Climat des affaires |
| Inde | Baa3 | Stable | BBB | Stable | BBB- | Stable | C | A4 |
| Bangladesh | B1 | Négative | BB- | Négative | BB+ | Négative | C | C |
| Pakistan | Caa3 | Stable | B- | Stable | B- | Stable | D | C |
| Sri Lanka | Ca | Stable | SD | Négative | CCC+ | - | D | B |
| Népal | - | - | - | - | BB- | Stable | C | B |
| Maldives | Caa1 | Stable | - | - | B- | Stable | C | C |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr